

**Assemblée générale**

Distr. générale
17 décembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 20 b) de l'ordre du jour

**Mondialisation et interdépendance : migrations
internationales et développement****Lettre datée du 12 décembre 2024, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Bélarus auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le compte rendu de la présidence sur la conférence internationale intitulée « Mesures prises par la République du Bélarus pour lutter contre la migration irrégulière et bonnes pratiques visant à renforcer la coopération régionale pour résoudre ce problème » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 20 b) de l'ordre du jour.

(Signé) Valentin **Rybakov**



**Annexe à la lettre datée du 12 décembre 2024 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Compte rendu de la présidence sur la conférence internationale
intitulée « Mesures prises par la République du Bélarus pour
lutter contre la migration irrégulière et bonnes pratiques visant
à renforcer la coopération régionale pour résoudre ce problème »
(Minsk, le 15 novembre 2024)**

La conférence internationale intitulée « Mesures prises par la République du Bélarus pour lutter contre la migration irrégulière et bonnes pratiques visant à renforcer la coopération régionale pour résoudre ce problème » a été organisée à Minsk le 15 novembre 2024, à l'initiative du Ministère bélarussien des affaires étrangères.

Quelque 150 personnes issues de plus de 30 États représentant diverses régions du monde ont pris part à cette conférence. Y étaient également représentées les organisations internationales qui coopèrent avec les gouvernements pour lutter contre la migration irrégulière et qui apportent une aide nécessaire et directe aux migrants, parmi lesquelles le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et la Communauté d'États indépendants (CEI). L'équipe de pays des Nations Unies au Bélarus a, elle aussi, participé à la conférence.

Informations générales : Selon le HCR, en 2024, le nombre de personnes déplacées de force s'est élevé à 120 millions, un chiffre en hausse depuis 12 ans.

Les guerres et les nouveaux conflits, qui provoquent l'exode d'un grand nombre de personnes, sont à l'origine de cette triste tendance.

La migration irrégulière est un problème commun persistant, en particulier pour les États voisins. Seule une action conjointe permettra d'en venir à bout.

Les pays de l'Union européenne, en particulier les pays d'Europe occidentale, comptent parmi les destinations des migrations de masse, notamment irrégulières, en provenance de pays en développement. La migration irrégulière touche directement les pays de transit, comme le Bélarus, voisin de l'Union européenne, et d'autres États membres de la CEI et de l'OTSC, ainsi que certains pays d'Europe orientale.

Les pays de destination, les pays de transit et les pays d'origine se heurtent tous au problème le plus difficile de notre époque : la nécessité de lutter contre les groupes criminels organisés transfrontaliers, qui profitent de la complexité de la situation mondiale pour exploiter le dénuement et la détresse des personnes qui décident de migrer clandestinement.

De plus, les gouvernements et les organisations non gouvernementales doivent collaborer pour aider les migrants en situation irrégulière identifiés, en particulier ceux qui, au cours de leur périple, se retrouvent dans des situations vulnérables ou mettant leur vie en danger, tout en veillant au respect des droits humains de ces

migrants. Les entités compétentes du système des Nations Unies jouent également un rôle important à cet égard.

Comme il ressort de tous les documents de l'ONU ainsi que de la pratique, une coopération internationale coordonnée et ciblée augmente considérablement l'efficacité de la lutte contre la migration irrégulière et de l'aide humanitaire apportée aux migrants en situation irrégulière.

Aujourd'hui, la frontière entre le Bélarus et les pays de l'Union européenne (Pologne, Lituanie et Lettonie) est une zone de catastrophe humanitaire pour les migrants en situation irrégulière, qui tentent par tous les moyens d'entrer sur le territoire de l'Union européenne. Les autorités polonaises, lituaniennes et lettones leur font subir toutes les formes de violence possibles pour les empêcher d'entrer. Depuis 2021, des dizaines de migrants ont été tués et des centaines mutilés à la suite de ces agissements.

Le Bélarus s'attaque de manière indépendante au problème de la migration irrégulière à sa frontière avec l'Union européenne, en se conformant rigoureusement à ses obligations internationales, notamment le respect des droits humains des migrants. La Pologne, la Lituanie et la Lettonie ont refusé catégoriquement de coopérer avec le Bélarus et manquent à leurs obligations en matière de respect des droits humains des migrants.

Le Bélarus a organisé cette conférence pour favoriser la coopération en matière de lutte contre la migration irrégulière dans la région et appeler l'attention sur les moyens d'améliorer cette coopération en y associant les pays de l'Union européenne voisins, ce qui permettrait de lutter plus efficacement contre la criminalité et de mieux répondre aux besoins humanitaires des migrants en situation irrégulière.

Lors de la conférence internationale organisée à Minsk, le Bélarus a fait part de son expérience en matière de lutte contre la migration irrégulière.

Les organisations internationales ont présenté des exposés sur la pratique et les cadres de la coopération internationale ainsi que les moyens de les améliorer.

Certains États de la région ont également fait part de leur expérience.

Les conclusions suivantes peuvent être tirées du débat :

1. Jusqu'en 2021, la République du Bélarus et les pays de l'Union européenne voisins (Pologne, Lituanie et Lettonie) coopéraient de façon méthodique et efficace pour protéger leur frontière commune et empêcher que des groupes organisés de migrants issus d'Asie, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient entrent illégalement sur le territoire de l'Union européenne en passant par le Bélarus.

L'itinéraire passant par le Bélarus était donc extrêmement impopulaire auprès des migrants en situation irrégulière et n'avait pratiquement aucune incidence sur les statistiques mondiales.

2. La situation à la frontière a changé en 2021, lorsque l'Union européenne a commencé, de manière unilatérale, à imposer des restrictions au commerce avec la République du Bélarus, à limiter le dialogue professionnel avec les autorités bélarussiennes concernant les services frontaliers et les services de police et à réduire le financement des projets d'assistance technique réalisés dans la République du Bélarus par des organisations internationales pour maximiser l'efficacité de la coopération en matière de lutte contre la migration irrégulière et concernant une série de questions économiques plus vastes.

3. Le fort déclin de la coopération entre les services de police et les services frontaliers du Bélarus et des pays de l'Union européenne a entraîné, du fait de

l'affaiblissement attendu de la protection de la frontière, une intensification considérable des tentatives d'utilisation du territoire biélorussien par des groupes criminels organisés internationaux cherchant à faire entrer illégalement dans des pays de l'Union européenne des migrants issus de pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Malgré les mesures de dissuasion prises par les services de police biélorussiens et la lutte contre la criminalité organisée, la hausse du nombre de migrants en situation irrégulière tentant d'entrer dans l'Union européenne par le territoire biélorussien a rapidement provoqué un rassemblement de migrants à la frontière du Bélarus avec la Pologne, la Lituanie et la Lettonie, ainsi que des affrontements entre, d'une part, les migrants et, d'autre part, les garde-frontières et les membres des forces de l'ordre polonaises.

4. En 2022 et 2023, les autorités polonaises, lituanaises et lettones ont expulsé de force des migrants vers le territoire biélorussien, une pratique connue sous le nom de « renvoi sommaire », qui a fait des dizaines de morts et des centaines de blessés parmi les migrants. La situation à la frontière entre le Bélarus et l'Union européenne demeure tout aussi compliquée en 2024. Des migrants en situation irrégulière continuent d'être mutilés ou tués du fait des agissements des garde-frontières et des membres des forces de l'ordre polonaises, lituanaises et lettones. Leurs cadavres sont jetés sur le territoire biélorussien. Les autorités biélorussiennes ont ouvert des enquêtes sur ces crimes.

5. La Lituanie, la Lettonie et la Pologne ont décrété l'état d'urgence dans les zones frontalières. Or, elles ne cessent de décliner les offres répétées du Bélarus, qui leur propose de se joindre à leur lutte contre la migration irrégulière.

6. À titre anticipatif et dans un esprit d'ouverture, le Bélarus, touché par la crise de la migration irrégulière depuis 2021, a coopéré et continue de coopérer de manière systématique avec les entités compétentes du système des Nations Unies (HCR, OIM, HCDH, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, CICR, etc.) pour mieux répondre aux besoins fondamentaux des migrants en situation irrégulière qui se multiplient et sont détenus à l'intérieur de ses frontières.

7. Lors de la conférence, les représentants des entités publiques biélorussiennes concernées (Secrétariat d'État du Conseil de sécurité, Ministère de l'intérieur, Ministère des affaires étrangères, Comité national des frontières, Ministère du travail et de la protection sociale) ont fait part des mesures systémiques prises au niveau national pour lutter contre la migration irrégulière, notamment les mesures préventives, et des progrès observés en 2023, et ont souligné que le pays était prêt à poursuivre le dialogue international sur les questions migratoires. Actuellement, grâce aux mesures rationnelles et coordonnées du Gouvernement et au soutien de la Croix-Rouge du Bélarus et d'organisations internationales, le Bélarus réussit à contrer les menaces internes que fait peser la migration irrégulière sur l'ordre public et la sécurité nationale. Malgré la situation internationale de plus en plus compliquée à la frontière biélorussienne et la nécessité, compte tenu des sanctions économiques de grande ampleur imposées par l'Union européenne, de réaffecter les ressources financières et la main-d'œuvre en fonction des priorités nationales urgentes, comme le renforcement de la sécurité à la frontière avec l'Ukraine, le Bélarus respecte rigoureusement ses obligations internationales en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière et la migration irrégulière, exclusivement dans le cadre d'un partenariat avec les États membres de l'OTSC, de la CEI et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et, contrairement aux années précédentes, sans la coopération des pays de destination situés dans l'Union européenne.

8. Le Bélarus estime qu'une coopération et une coordination actives avec les pays de l'Union européenne avec lesquels il partage une frontière commune sont les

seuls moyens éprouvés de contrôler les mouvements migratoires vers les pays de l'Union européenne.

9. Le Bélarus a invité un grand nombre d'États membres de l'Union européenne à la conférence afin de renouer le dialogue. Toutefois, à l'exception de la Hongrie, aucun des pays de l'Union européenne invités n'était présent.

Précédemment, la Pologne et l'Union européenne avaient fait fi des recommandations faites par le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, Felipe Morales, après sa visite au Bélarus et en Pologne en juillet 2022. Celui-ci avait exhorté l'Union européenne, la Pologne et le Bélarus à engager un dialogue. Aujourd'hui, la Pologne et l'Union européenne ont une fois de plus décliné une invitation directe du Bélarus à nouer un dialogue sur la coopération.

10. Au lieu d'engager un véritable dialogue avec les autorités biélorusses, les pays voisins du Bélarus (Pologne, Lituanie et Lettonie) installent des clôtures et d'autres dispositifs techniques de protection des frontières et poursuivent dans la voie de la confrontation et de la militarisation des infrastructures frontalières.

Néanmoins, ces dernières années, des groupes criminels multinationaux qui font entrer clandestinement des migrants dans l'Union européenne par le territoire biélorusse sont régulièrement arrêtés en Pologne et dans d'autres pays de l'Union européenne.

Les accusations selon lesquelles le Bélarus instrumentalise la migration irrégulière sont dénuées de fondements et contraires à la logique, au bon sens et aux faits objectifs. La Pologne, la Lituanie et la Lettonie sont elles-mêmes la principale cause de la catastrophe humanitaire qui touche les migrants à leur frontière avec le Bélarus.

11. Le Bélarus a demandé à la Pologne, à la Lituanie et à la Lettonie de cesser de politiser le problème de la migration irrégulière, de mettre fin aux activités des groupes criminels organisés dans les pays de l'Union européenne, de ne plus recourir à la pratique du renvoi sommaire des migrants et de revenir à une coopération normale avec le Bélarus.

12. Le Bélarus a également déclaré qu'il était prêt à relancer la coopération sur le problème de la migration irrégulière avec les pays de destination situés dans l'Union européenne, si les pays de transit voisins ne parvenaient pas à trouver une solution à la question migratoire qui soit dans l'intérêt de l'Union européenne dans son ensemble.

13. En réponse aux accusations publiques et répétées de la Pologne, de la Lituanie et de la Lettonie selon lesquelles des migrants en situation irrégulière présents sur le territoire biélorusse recevraient de l'aide pour se préparer à franchir la frontière avec l'Union européenne, le Bélarus a souligné qu'il était prêt, dans un esprit d'ouverture, à faire visiter sa frontière avec la Pologne, la Lituanie ou la Lettonie aux représentants étrangers intéressés afin de leur montrer la situation sur le terrain, ainsi que tout autre endroit de son territoire qui pourrait intéresser des experts internationaux afin de prouver l'absence de toute activité organisée pour préparer des migrants internationaux ou leur donner des instructions.

14. Le Ministère biélorusse du travail et de la protection sociale a fait part de l'expérience du pays en ce qui concerne les avantages de migrations régulières et sûres. Il a indiqué que le Bélarus était partisan de migrations organisées et réglementées, qui pourraient bénéficier à la fois aux familles des migrants et aux économies des pays de destination. Selon lui, quelque 60 000 migrants issus de 130 pays travaillent actuellement au Bélarus, un nombre qui continuera d'augmenter dans un avenir proche.

15. Les organisations internationales, notamment le HCR et l'OIM, ont souligné qu'il était inadmissible que la migration irrégulière soit utilisée à des fins politiques. Elles ont encouragé les pays de transit et les pays de destination à respecter leurs obligations internationales en matière de droits humains des migrants et ont déclaré qu'il fallait appliquer les recommandations faites par le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, Felipe Morales, après sa visite au Bélarus et en Pologne en juillet 2022, notamment concernant la reprise d'un dialogue entre le Bélarus, la Pologne et l'Union européenne.

16. Les organisations internationales, en particulier le HCDH et le CICR, ont également demandé aux services de police et aux services frontaliers des pays de transit et des pays de destination de prévenir les actes portant atteinte à la dignité des migrants et de traiter ces derniers avec respect, conformément aux conventions des Nations Unies sur la question et au droit international. Elles ont souligné qu'il importait de ne pas priver les migrants des moyens de communiquer avec leurs familles et de veiller à ce que l'aide des organisations humanitaires puisse être acheminée jusqu'aux migrants qui en avaient besoin.

17. L'ONUDC et d'autres organisations internationales ont exprimé leur soutien à la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, adopté en 2010 pour lutter contre la migration irrégulière.

18. Lors de la conférence, l'OTSC, l'Organisation de Shanghai pour la coopération et la CEI ont fait part de leurs expériences, qui sont des exemples de coopération régionale réussie.

L'OTSC a appelé l'attention sur l'opération régionale annuelle baptisée « Illegal », à laquelle participent les forces frontalières et les ministères de l'intérieur de ses pays membres. En 17 ans d'existence, cette opération a permis de réprimer 2 millions d'infractions aux lois sur l'immigration. L'OTSC a également déclaré que ses États membres s'apprêtaient à signer, en 2025, un accord de coopération en matière de lutte contre la migration irrégulière.

Ces trois dernières années, l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'Organisation de Shanghai pour la coopération a mis au jour et démantelé 50 filières de migration irrégulière de personnes devant participer à des activités terroristes.

Des négociations sont en cours concernant un projet de politique relative à la mise en place progressive d'un marché du travail commun et à l'élaboration d'une réglementation de la migration de la main-d'œuvre des États membres de la CEI.

19. La Fédération de Russie a présenté les initiatives législatives nationales approuvées ces dernières années pour prévenir l'entrée de migrants en situation irrégulière sur son territoire, y détecter la présence de ces migrants et collaborer avec eux en vue de leur rapatriement.

20. Les participants à la conférence ont souligné qu'il importait de mettre en œuvre le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

21. Les représentants des États et des organisations internationales ont exprimé la volonté de coopérer dans le cadre de la lutte contre la migration irrégulière et réaffirmé que le seul moyen véritable de régler ce problème était que tous les groupes de pays (pays d'origine, pays de transit et pays de destination) unissent leurs efforts et coopèrent efficacement.